

## Politique

# Quel scénario pour le débloccage ?

L'arrestation de Saleh Ould Hanena et ses compagnons a été suivie par une série d'actions qui ont dénoté d'un durcissement de la position du pouvoir au moment où les observateurs s'attendaient à une décrispation du climat de la scène politique. C'est sur le plan sécuritaire que la détente s'est effectuée avec notamment la discrétion et l'allègement des dispositifs de sécurité, preuve que le pouvoir maîtrise la situation, et n'a plus aucune raison de crainte.

Sur le plan politique, la situation n'a fait que s'envenimer. Les arrestations opérées dans la foulée parmi les milieux islamistes ont inauguré un cycle qui risque de s'étendre aux leaders de l'opposition. Cette tournure des événements sera interprétée par bon nombre d'analystes politiques comme étant le signe évident de l'implication de l'opposition comme complice des putschistes de 8 juin 2003 et qu'ils ont eu des contacts avec eux. Cette piste sera suivie par le pouvoir, les leaders de l'opposition classique Ahmed Ould Daddah, Mohamed Khouna Ould Haïdalla et Cheikh Ould Horma seront convoqués puis entendus sur l'affaire des putschistes. Des rumeurs circulent sur des prétendus fonds qui auraient été accordés par les leaders en question aux putschistes en fuite.

Des mandats d'arrêts ont été lancés contre des membres de l'opposition en exil dont on a réclamé l'extradition de certains. Bref à y voire de près, la situation n'a jamais été aussi bloquée qu'auparavant. La perspective du procès des putschistes prévu pour 21 novembre 2004, c'est-à-dire, dans quelques jours ainsi que les soupçons qui pèsent sur l'opposition confirment cette tendance au blocage.

## La domination d'un seul camp

L'éloignement de toute échéance électorale ne fait qu'ajouter à ce sentiment d'impasse malgré le fait que ces rendez-vous électoraux soient plutôt sources de discordances que d'ententes entre les deux bords.

Plus que par le passé, le pouvoir ne s'est à jamais inscrit dans une logique plus solitaire de la gestion des affaires du

pays que maintenant. S'il est incontestable qu'on est en démocratie et que plusieurs élections libres ont été organisées il n'en demeure pas moins que le fait que la même équipe est au pouvoir depuis 20 ans. Cela use. Et au fur du temps, le nombre des mécontents ne cesse d'augmenter. Les excès de pouvoir de certains responsables zélés et les erreurs de gestion sont autant de raisons qui peuvent faire naître des velléités d'opposition chez certaines personnes, qui peuvent au départ avoir apporté leur soutien au régime mais que la dérive des orientations peut conduire à retirer leur confiance et à vouloir changer de bord. C'est dire qu'il n'y a aucune raison de croire que le pays n'est fait que de partisans du pouvoir. Et même si c'était le cas, et qu'ils constituaient la majorité, on devrait tenir compte des autres. Ce sont des Mauritaniens. Et de ce fait méritent qu'on les intègre et qu'on se préoccupe de leurs problèmes et qu'on tienne compte de leurs visions des choses.

## La fibre de l'unité nationale

En tout cas dans le cas d'espèce que nous avons aujourd'hui, un pouvoir qui s'assise sur sa hégémonie et impose sa domination sur le pays par la force des choses se doit d'essayer de s'ouvrir en ratisant large. Bien que le Président Ould Taya soit connu pour son souci d'équilibre et de dosage tout azimut qu'il applique dans la répartition des postes de responsabilité, il y a un véritable problème représenté par un blocage politique. Car le pouvoir ne compose qu'avec ses partisans, les gens de son obédience ou ceux qui ne sont pas marqués politiquement. Alors que ceux qui s'opposent à lui de façon frontale sont écartés systématiquement du jeu. Et on a vu que les différentes rencontres avec l'UFP de Ould Maouloud n'avaient abouti à quasiment rien de concret. En plus Ahmed Ould Daddah à travers les colonnes de notre journal avait donné des signes de changement de position envers le pouvoir avec lequel il était prêt à composer. Ce n'est pas une mince chose que de s'attacher les services d'un leader politique comme Ould Daddah.

Car la situation politique connaît un grand blocage. Le climat est crispé. Le pouvoir campant sur ses positions traditionnelles et accentuant la pression sur ses adversaires les cantonnant aux seconds rôles. A force de jouer cavalier seul, cela pourrait avoir à long terme, un effet boomerang. Car la responsabilité de la gestion du pays revient au pouvoir, qui doit aussi, en assumer les erreurs. Tant que la stabilité est là et que le peuple accuse le coup, les choses marcheront bien pour le pouvoir. Mais l'arrivée du pétrole et les convoitises qu'il peut susciter peuvent changer la donne. Il n'est plus question pour bon nombre de citoyens d'accepter tout ce qui se passe alors qu'ils savent que les richesses du pays sont exploitées. Le mot pétrole pour bon nombre d'entre eux peut signifier abondance et richesse et c'est justement leur ignorance qui les rend plus exigeants. Par ailleurs, les aides, une fois que l'exploitation du pétrole démarrera diminueront sensiblement pour ne plus exister sauf sous forme de crédits qui seront remboursés par des prélèvements sur les recettes pétrolières. Ainsi le statut "privilegié" de PPT tant chanté, va disparaître. Donc la seule issue qui soit la meilleure solution pour le pouvoir est de s'ouvrir aux autres sphères politiques qui se trouvent dans le pays et particulièrement celles de l'opposition. L'option de l'unité nationale est une alternative viable qui peut sortir le pays du cycle d'instabilité politique et instaurer par le même, la paix sociale dont est tant besoin notre pays pour se développer. La période vers laquelle se dirige le pays exige la conjugaison de toutes les énergies de ses fils pour relever les défis qui l'attendent. Autant le pétrole apporte la richesse et les possibilités de bien-être, autant il peut représenter une source de problèmes. Or pour conjurer le mauvais sort du pétrole, seul le ticket de l'unité nationale est gagnant. En s'ouvrant, le pouvoir va décrisper le climat politique et donner l'opportunité à des personnalités de contribuer à la construction du pays en participant à sa gestion. Voilà le meilleur scénario pour sortir du blocage.